

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ CONCERNANT LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DES EMPLOYÉS ENI FRANCE Sarl

Conformément au règlement UE 679/2016 ("RGPD"), *Eni France Sarl* (la « Société » ou le « Responsable du traitement ») fournit ci-après la politique de confidentialité concernant le traitement de vos données personnelles (fournies par vous-même et/ou acquises auprès de tiers) dans le cadre du rapport de travail, y compris sous forme de stage, avec vous.

Sans préjudice des dispositions du présent document de portée générale, des informations supplémentaires et plus spécifiques sur le traitement de vos données personnelles peuvent être communiquées dans les procédures internes et les déclarations de confidentialité publiées par la société eu égard à des instruments/systèmes/équipements spécifiques pouvant faciliter le contrôle à distance de l'activité salariée.

1. Identité et coordonnées du Responsable du traitement

Le Responsable du traitement est Eni France Sarl qui peut être contacté à l'adresse suivante 12 avenue Tony Garnier, 69007 LYON (France) ou via l'adresse mail mesdonneespersonnelles@eni.com.

2. Coordonnées du Délégué à la protection des données (« DPO »)

La Société a désigné un délégué à la protection des données qui peut être contacté à l'adresse e-mail suivante DPO@eni.com.

3. Finalité du traitement et base juridique du traitement

- a. *Finalités juridiques et contractuelles nécessaires – traitement nécessaire pour remplir une obligation légale à laquelle est soumis le responsable du traitement ou pour respecter le contrat de travail.*

Vos données personnelles et éventuellement celles de votre famille que vous nous aurez transmises seront traitées pour les finalités suivantes découlant de la relation de travail instaurée avec la Société :

- aux fins de l'établissement et de la gestion de la relation de travail en interne/en détachement et de l'exécution des obligations qui y sont attachées (par exemple en matière fiscale, de retraite et d'assistance, d'hygiène et de sécurité du travail, de protection de la santé et de sécurité sociale dans les pays de l'Union européenne, etc.) ;
- suite à une demande de la part de l'autorité administrative ou judiciaire compétente ;

- aux fins de l'exécution économique, normative et administrative du contrat de travail en vigueur (état civil, rétribution, justificatifs d'absences, etc.) ;
- dans tous les cas où un tel traitement est demandé par d'autres dispositions de la loi applicable.

Parmi les données personnelles citées ci-avant, des catégories particulières de données sont ou seront présentes, considérées comme telles par l'art. 9 du RGPD, telles que celles qui révèlent :

- l'origine raciale ou ethnique qui peut éventuellement être tirée des données d'état civil ; la religion, si vous avez demandé de pouvoir jouir des festivités religieuses non catholiques, conformément aux dispositions juridiques actuellement en vigueur ;
- l'adhésion à des organisations syndicales, si vous avez demandé à un tiers de verser les cotisations associatives en les déduisant de votre rémunération ou si vous avez été candidat(e), nommé(e) ou élu(e) dans des organismes représentatifs collectifs ;
- l'adhésion à des partis politiques, si vous êtes élu à des charges publiques ou la participation à la composition de sièges électoraux en tant que représentant de liste ;
- les opinions philosophiques, si vous avez effectué votre service civil, le cas échéant, en tant qu'objecteur de conscience ;
- les données qui révèlent votre état de santé, comme les certificats médicaux, les justificatifs d'absences et des autorisations d'absence pour visites médicales, celles portant sur l'aptitude à effectuer certaines fonctions, celles relatives à d'éventuelles intolérances alimentaires ou allergies de toute nature, celles de votre aptitude à l'expatriation pour des raisons professionnelles, celles qui découlent de l'application de la norme en matière de prévention et de sécurité au travail, pour les finalités de la médecine préventive ou de la médecine du travail, y compris la surveillance de l'état de santé avant et après la mission, la maternité et les absences suite à l'accouchement, sur les accidents, sur les assurances pour risques professionnels, la fourniture par la société, d'avantages et de services liés à la relation de travail ;
- données liées à votre orientation sexuelle, au cas où vous décideriez d'adhérer à des initiatives prévues dans le cadre de la diversité et/ou de projets semblables ;
- données sur la santé fournies par le médecin compétent et par les structures sanitaires affectées à l'entreprise (exemple, service médical) ou qui y sont liées (exemple, projet Santé, etc.), confiées aux médecins, qui sont toutefois tenus au secret médical, pertinentes aux fins de l'application des normes applicables en matière de protection des conditions de travail et en général utiles afin de favoriser la compatibilité entre les situations de santé individuelles - touchant éventuellement aussi les membres de votre famille - et les engagements professionnels;

- données pertinentes pour toute initiative contractuelle et extracontractuelle afin de prendre en charge les exigences issues de l'état de santé des employés et/ou des membres de leur famille ;
- données de géolocalisation données recueillies par le biais des systèmes GPS, y compris les systèmes installés dans les équipements de protection individuelle aux fins HSE (EPI) ou les boîtes noires éventuellement installées dans les voitures d'entreprise comme équipement pour les salariés, consultants et collaborateurs de la Société.

En outre, parmi les données personnelles énoncées ci-dessus, nécessaires afin d'exécuter les obligations ou tâches spécifiques prévues par la loi, un règlement ou la réglementation communautaire pour la gestion du rapport professionnel, des données judiciaires pourraient figurer - c'est à dire celles qui peuvent révéler les procédures en matière de casier judiciaire, d'enregistrement des sanctions administratives liées à des délits et des procédures pénales en cours, ou la qualité d'accusé ou de prévenu conformément aux lois actuellement en vigueur. En particulier, ces données seront traitées, le cas échéant et comme prévu expressément par la loi locale ou par la convention collective applicable.

La communication de vos données pour lesdites finalités est nécessaire pour la bonne exécution des obligations légales dérivées et liées à la relation de travail instaurée avec la Société. L'absence de communication rendra impossible l'instauration et/ou la poursuite correcte de la relation de travail.

b. Finalités contractuelles – traitement relatif aux services/avantages liés à la relation de travail

Vos données personnelles seront en outre traitées:

- aux fins des opérations nécessaires à l'exécution des activités d'équipe de travail, de groupes de travail, de comité, organismes et organes de contrôle, activités de contrôle, étude, approfondissement, vérification et gestion de thèmes spécifiques, internes à l'entreprise, portant sur le rapport professionnel et éventuellement réglementées par des normes internes spécifiques ;
- aux fins de la fourniture d'avantages d'entreprise et du respect des obligations liées aux services auxiliaires et à la relation de travail (par exemple : fourniture de titres de repas, fourniture de véhicule d'entreprise, réservation de voyages et hébergements, etc.) ;
- aux fins des opérations de la société qui comportent le transfert d'entreprise ou de secteur d'entreprise, ou en cas de fusions, scissions ou acquisitions ;
- aux fins de l'exécution des actions nécessaires à la gestion du rapport professionnel, de la préparation d'éventuelles interventions de formation, de l'évaluation des possibilités de croissance au sein de la Société (diplômes d'études et/ou professionnels, inscription à des

ordres professionnels, connaissances linguistiques, expériences informatiques, cours de formation suivis, etc.) ;

- aux fins de la gestion des programmes ou aides réservés au personnel employé, les initiatives sociales et de bien-être.

La communication de vos données pour lesdites finalités est nécessaire pour la poursuite correcte de la relation de travail, ainsi que pour le maintien et la distribution de tous les services liés au contrat de travail.

c. Défense d'un droit dans une instance judiciaire

En outre, vos données personnelles seront traitées chaque fois que ce sera nécessaire afin de vérifier, d'exercer ou de défendre un droit du Responsable du traitement ou d'autres sociétés contrôlées par Eni dans une instance judiciaire.

d. Intérêt légitime du Responsable du traitement

Vos données personnelles pourront également être traitées sans la nécessité de votre consentement dans les hypothèses suivantes :

- aux fins de l'exécution de vérifications internes visant à contrôler si vous avez commis des actes illicites que la société a été amenée à connaître, notamment par le biais de signalements, conformément à la réglementation d'entreprise et dans le respect des principes établis par la réglementation pour la protection des données personnelles ;
- dans le respect de la réglementation applicable et conformément aux dispositions des outils normatifs de la société en matière d'attribution et d'utilisation des ressources ICT à usage individuel, vos données personnelles éventuellement présentes dans des messages de courrier électronique contenus dans la/les boîte(s) sociétaire(s) qui vous est/sont attribuée(s), ainsi que sur les équipements technologiques que la société mettra à votre disposition pourront être traitées aux fins de l'exécution de vérifications internes visant à vérifier si vous avez commis des actes illicites que la société a été amenée à connaître, notamment par le biais de signalements ;
- dans le cas d'opérations extraordinaires de fusion, cession ou transfert d'une branche d'entreprise, afin de permettre la réalisation des opérations nécessaires à l'activité de *due diligence* et antérieures à la cession. Il reste entendu que seules les données nécessaires feront l'objet d'un traitement pour lesdites finalités sous forme regroupée/anonyme dans la mesure du possible et à l'exclusion des données sensibles ;
- à des fins statistiques, d'analyse des coûts de main d'œuvre, sous forme regroupée et/ou en clair, dans le cadre des fonctions d'entreprise concernées ;

- pour l'optimisation et une efficacité accrue des processus de gestion d'entreprise et des processus administratifs internes fournis de manière centralisée, ainsi que pour la prévention des fraudes destinée à une plus grande protection des données.

e. Activités de marketing par rapport aux produits de la Société et aux autres produits des filiales d'Eni ou des partenaires commerciaux

Avec votre consentement exprès, vos données personnelles pourront être traitées afin de vous offrir, y compris par facilités et avantages, des biens et services fournis par la Société ou par d'autres filiales d'Eni ou par des partenaires commerciaux avec lesquels la Société a stipulé des contrats spécifiques de fourniture.

4. Destinataires des données personnelles

Pour la poursuite des finalités indiquées au point 3, le Responsable du traitement pourra communiquer vos données personnelles à des tiers appartenant, par exemple et éventuellement, aux catégories suivantes :

- *URSSAF, AGIRC/ARRCO, Médecine du travail, INSEE, CPAM, GENERALI ou tout autre organisme d'assurance, GRAS SAVOYE ou tout autre courtier, tous organismes destinataires d'informations au travers du dispositif DSN (Déclaration Sociale Nominative), tous prestataires de services en matière RH ou Services Généraux, les IRP (Institutions Représentatives du Personnel), le Ministère du travail et des politiques sociales ainsi que ses bureaux territoriaux (DIRECCTE), les instituts de prévention et de sécurité du travail, le Ministère de l'économie et des finances et ses bureaux territoriaux, le Ministère de la santé et ses bureaux territoriaux, en tant que Responsables autonomes du traitement afin d'exécuter ou d'exiger l'exécution d'obligations spécifiques découlant des lois, des règlements, de la réglementation communautaire et de la Convention Collective;*
- la société ADP, en tant que sous-traitant, chargée d'élaborer les rétributions des employés - pour les données pertinentes à ces fins (maladies, accidents, maternité, cotisations associatives aux organisations syndicales, etc.) ;
- autorités de sécurité publique, en tant que responsables autonomes du traitement, en cas de dénonciation ou d'éventuels accidents du travail ;
- organisations syndicales destinataires de contributions associatives en tant que responsables autonomes du traitement ;
- professionnels liés à la contrainte du secret professionnel, chargés de participer à la gestion ordinaire et de contentieux des rapports susmentionnés, le cas échéant, en tant que responsables autonomes du traitement ou responsables externes du traitement;

- ambassades et consulats italiens à l'étranger ou de pays étrangers pour l'exécution des obligations dérivant des lois, de la Convention Collective ou du contrat pour l'étranger, uniquement pour les cas d'expatriation, en tant que responsables autonomes du traitement ;
- autres filiales d'Eni, en tant que responsables autonomes du traitement et/ou responsables du traitement aux fins d'une éventuelle utilisation professionnelle des employés et pour l'envoi de matériel illustrant les activités de l'entreprise (revues de la société, etc.) ;
- sociétés et/ou institutions internes et externes, également à l'étranger, pour la participation à des congrès et séminaires et à des activités d'entraînement et de formation en tant que responsables autonomes du traitement ;
- organisations chargées de la gestion des séjours pour les enfants des employés en tant que responsables autonomes du traitement ;
- organisations en Italie et à l'étranger chargées de la gestion des éventuelles bourses d'étude pour les enfants d'employés en tant que responsables autonomes du traitement ;
- l'établissement que vous avez indiqué pour le versement de vos rémunérations et celui que nous utilisons pour la prédisposition du paiement de celles-ci, en tant que responsable autonome du traitement ;
- éventuels co-assureurs et réassureurs, aux fins de l'utilisation des aides spécifiques auxquelles l'employé entend accéder en tant que responsables autonomes du traitement ;
- les sociétés d'Eni, les institutions publiques et les organismes nationaux ou internationaux auprès desquels vous devriez éventuellement opérer en détachement en tant que responsables autonomes du traitement ;
- sociétés mères et les filiales, ou les sociétés sous contrôle conjoint, en qualité de responsables autonomes du traitement, pour les données judiciaires dont le traitement est inhérent au rapport professionnel (par exemple pour l'exécution d'enquêtes internes) ;
- organismes de contrôle/surveillance d'Eni, dénommés de manières différentes, en leur qualité de sous-traitants, pour les données judiciaires dont le traitement est inhérent au rapport professionnel (par exemple pour l'exécution d'enquêtes internes), ou d'informations portant sur des événements judiciaires pertinents et portant sur l'activité professionnelle exercée ;
- sociétés externes, en tant que sous-traitants du traitement, avec lesquelles sont ou pourraient être stipulés des contrats de sous-traitance ou de services pour l'exécution desquels le traitement des données à caractère personnel de personnes physiques devrait s'avérer nécessaire (ex. gestion de la badgeuse...).

Nous vous garantissons notre plus grand soin afin que la communication de vos données à caractère personnel et, le cas échéant, de celles des membres de votre famille aux destinataires susmentionnés concerne uniquement les données nécessaires à l'atteinte des finalités spécifiques auxquelles elles sont destinées.

Vos données à caractère personnel seront traitées par les employés/consultants/prestataires du Responsable du traitement, lesquels ont été expressément instruits sur les modalités et finalités du traitement.

5. Transfert des données à caractère personnel hors de l'UE

Dans le cadre des rapports contractuels entre Eni et les filiales d'Eni, pour certaines finalités indiquées au point 3, vos données à caractère personnel pourront être transférées hors de l'UE, également via l'insertion dans des bases de données partagées et gérées par des tiers ne rentrant pas dans le périmètre de contrôle d'Eni. La gestion de la base de données et le traitement de ces données sont liés aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et ont lieu dans le respect maximal des normes de confidentialité et de sécurité indiquées dans les lois sur la protection des données à caractère personnel applicables.

Chaque fois que vos données à caractère personnel devront faire l'objet d'un transfert international hors du territoire de l'UE, le Responsable du traitement prendra toute mesure contractuelle qu'il juge appropriée et nécessaire pour garantir un niveau adéquat de protection de vos données à caractère personnel conformément aux dispositions de la présente politique de confidentialité sur le respect de la vie privée, y compris, entre autres, les clauses contractuelles standard approuvées par la Commission Européenne.

6. Période de conservation des données

Les données seront conservées pendant une durée qui ne sera pas supérieure à celle qui est nécessaire aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou traitées par la suite, conformément aux dispositions légales.

Pour les finalités mentionnées aux paragraphes précédents, la Société effacera vos données à caractère personnel conformément aux lois sur la protection des données applicables.

7. Droits des intéressés

7.1 En qualité de personnes intéressées, les droits suivants vous sont reconnus concernant les données à caractère personnel collectées et traitées par le Responsable du traitement pour les finalités indiquées au point 3.

a) *Droit d'accès*

Vous avez le droit d'obtenir du Responsable du traitement la confirmation qu'un traitement des données à caractère personnel vous concernant est en cours ou non et, dans ce cas, d'obtenir l'accès aux données à caractère personnel et aux informations suivantes : (i) les

finalités du traitement ; (ii) les catégories de données à caractère personnel en question ; (iii) les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, en particulier s'ils proviennent de pays tiers ou d'organisations internationales ; (iv) si possible, la période prévue de conservation des données à caractère personnel ou, en cas d'impossibilité, les critères utilisés pour déterminer une telle période ; (v) le droit d'introduire une réclamation à une autorité de contrôle.

b) Droit de rectification et d'élimination

Le droit d'obtenir la rectification des données à caractère personnel inexacts qui vous concernent vous est reconnu, ainsi que, compte tenu des finalités du traitement, le droit d'obtenir l'intégration des données à caractère personnel incomplètes, même en fournissant une déclaration complémentaire.

Vous avez également le droit d'obtenir la suppression des données à caractère personnel qui vous concernent si un des motifs suivants est présent : (i) les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires par rapport aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou autrement traitées ; (ii) les données sont traitées de manière illicite ; (iii) vous avez retiré votre consentement sur la base duquel le Responsable du traitement avait le droit de traiter vos données et il n'y a pas d'autre fondement juridique qui permet au Responsable du traitement l'activité de traitement ; (iv) vous vous êtes opposé à l'activité de traitement et il n'y a pas de motif légitime dominant ; (v) les données à caractère personnel doivent être supprimées pour répondre à une obligation légale.

La Société a toutefois le droit d'étendre l'exercice desdits droits d'élimination pour l'exercice d'une obligation légale ou pour défendre un droit proprement dit en justice.

7.2 Les droits suivants vous sont également reconnus :

a) Droit à la portabilité des données

Vous avez le droit de recevoir dans un format structuré, d'usage commun et lisible vos données à caractère personnel fournies à la Société et traitées par cette dernière sur la base du consentement, ainsi que le droit de transmettre lesdites données à un autre responsable du traitement sans empêchement.

b) Droit à la limitation du traitement

Vous avez le droit d'obtenir de la Société la limitation du traitement quand une des hypothèses suivantes se produit : (i) pour le temps nécessaire au Responsable du traitement pour vérifier l'exactitude de ces données à caractère personnel qui vous concerne et dont vous avez contesté l'exactitude; (ii) en cas de traitement illicite de vos données à caractère personnel; (iii) même si vos données à caractère personnel ne sont pas nécessaires pour les finalités du traitement, en tout cas, elles doivent être traitées pour la vérification, l'exercice ou la défense d'un droit en phase judiciaire; (iv) pour le temps

nécessaire à vérifier si les motifs légitimes du Responsable du traitement l'emportent sur votre demande d'opposition au traitement.

Vous pouvez exercer les droits susmentionnés en envoyant un e-mail à l'adresse e-mail mesdonneespersonnelles@eni.com ou en écrivant au délégué à la protection des données DPO@eni.com.

Vous avez en outre le droit garanti de vous adresser à l'autorité compétente de protection des données en cas de traitement illicite de vos données.

8. Consentement sur le traitement et obligation de communication des données

La Société vous informe que l'employeur est habilité – sans que votre consentement préalable ne soit nécessaire – à traiter les données nécessaires afin d'exécuter les opérations relatives à l'administration du personnel employé prévues par la loi, la réglementation communautaire, la Convention Collective en vigueur et le RGPD; la Société vous rappelle que leur délivrance de votre part est obligatoire, car elle constitue une condition essentielle pour la bonne exécution du rapport professionnel.

Pour le traitement des catégories particulières de données à caractère personnel dont le traitement n'est pas nécessaire pour remplir les obligations prévues par la réglementation en matière de travail et celles de nature facultative (voir la lettre b. et la lettre e. du paragraphe 3 « Finalités du traitement »), la Société demande votre consentement au traitement exclusivement aux fins indiquées respectivement, à travers la signature d'une déclaration ad hoc et sa restitution au service Ressources Humaines.

En l'absence de votre consentement explicite au traitement des données facultatives détenues par la Société à ce jour et qu'elle peut acquérir dans le futur, la Société vous informe que les avantages et/ou effets liés au traitement de ces données pourraient vous être inaccessibles.

Nous vous indiquons enfin que vous assumez les responsabilités liées à la transmission à la Société des données à caractère personnel concernant les membres de votre famille pour l'admission aux bénéfices pour lesquels le recueil est finalisé.

Eni France Sarl